

## Forum des idées Canada-Caraïbes : un message des coprésidents

Les 18 et 19 juillet 2007, parallèlement à la visite du premier ministre du Canada, M. Harper, à la Barbade et profitant de l'accueil chaleureux de la Banque de développement des Caraïbes, plus de quarante éminents représentants d'un vaste échantillon de milieux et de pays des Caraïbes se sont rencontrés à Bridgetown pour un colloque collégial.

Le Forum des idées Canada-Caraïbes a permis de rassembler des théoriciens et des réformateurs des Caraïbes unis par un désir commun d'édifier une région prospère, bien gérée et sûre. Leurs opinions et leurs idées quant aux occasions et aux difficultés qui se présentent dans la région ont enrichi la discussion et ont contribué à informer les décideurs canadiens sur la façon dont le Canada et les Caraïbes peuvent renforcer leur partenariat durable visant à régler les questions capitales.

Nous estimons que le Forum des idées constitue un moyen novateur d'encourager un débat politique public constructif et créatif. Le rapport ci-joint présente un résumé des discussions collégiales qui ont suscité plusieurs propositions concrètes concernant des points essentiels pour lesquels des efforts concertés entre le Canada et les Caraïbes pourraient faire une différence. Nous aimerions souligner en particulier la nécessité d'investir dans le développement du capital humain des Caraïbes, thème qui a été omniprésent au cours des deux jours de discussion.

Par ailleurs, ce Forum a permis de renforcer nos idées communes selon lesquelles il nous faut promouvoir les valeurs démocratiques fondamentales, resserrer nos liens économiques et relever les nouveaux défis relatifs à la sécurité, mesures constituant des objectifs liés et primordiaux que nous devons atteindre. Ces derniers sont à l'origine de la volonté du Canada de jouer un rôle plus important dans les Amériques et les Caraïbes.

Nous tenons à remercier tous les participants du Forum des idées Canada-Caraïbes du dévouement et de l'enthousiasme dont ils ont fait preuve pour présenter et défendre les intérêts de cette région. En espérant pouvoir nous appuyer sur le modèle et la réussite du premier Forum des idées et nous retrouver l'année prochaine à Kingston, en Jamaïque, nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

M. Kevin Lynch  
Greffier du Conseil privé  
Gouvernement du Canada

M. Gordon Shirley  
Principal, Mona Campus  
Université des West Indies

## **Forum des idées Canada-Caraïbes Bridgetown, Barbade 18 et 19 juillet 2007**

Les 18 et 19 juillet 2007, un groupe de représentants des Caraïbes et du Canada motivés par un intérêt commun pour l'avenir des Caraïbes s'est réuni à Bridgetown, à la Barbade, à l'occasion du premier Forum des idées Canada-Caraïbes. Le but de cet événement était de favoriser les échanges sur les choix et les orientations de politique générale à promouvoir dans la région. Les 40 participants des Caraïbes étaient différents des groupes qui se réunissent d'ordinaire pour discuter de questions politiques. Cet événement a en effet réuni d'éminents représentants de milieux très divers : police; universités; secteur juridique, financier et commercial; et un petit nombre de représentants canadiens et d'organismes du secteur privé. Très animées, les discussions ont porté sur plusieurs sujets, entre autres sur les trois thèmes interreliés que sont la gouvernance, la prospérité et la sécurité. Vu l'éclectisme du groupe, les échanges qui ont eu lieu ont permis à chacun de mieux apprécier les priorités et les défis qui s'inscrivent à l'ordre du jour de la région.

Le Forum des idées a montré que, lorsqu'on leur en donne l'occasion, des personnes non chargées d'ordinaire de l'élaboration des politiques publiques peuvent néanmoins générer de bonnes idées et incorporer une bonne dose de bon sens dans les questions complexes de politique générale. Ce forum a également permis aux représentants des Caraïbes et du Canada de tisser des liens nouveaux et de renforcer les liens existants.

Ce forum a permis de déterminer les principaux domaines dans lesquels il est important que les gouvernements nationaux, le secteur privé et les représentants communautaires prennent des mesures concrètes, séparément ou collectivement, pour soutenir les trois priorités que sont la gouvernance, la sécurité et la prospérité. Vu le succès de ce premier forum, on envisage d'en organiser un deuxième en Jamaïque en 2008.

### **Compte rendu**

#### **Organisation globale et participation**

Le Forum des idées a débuté dans la soirée du 18 juillet 2007. Les participants ont assisté aux discours de bienvenue de leur hôte, le D<sup>r</sup> Compton Bourne, président de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), et des deux coprésidents du forum : M. Kevin Lynch, greffier du Conseil privé (gouvernement du Canada) et l'ambassadeur Gordon Shirley, désigné par le directeur de la University of West Indies (UWI), MONA Campus, Jamaïque. Ces allocutions ont été suivies d'une discussion plénière sur la définition des thèmes lancée par M. Jonathan Fried, directeur exécutif canadien du Fonds monétaire international (FMI) et animateur des débats pour la circonstance.

Plus de 40 personnes venues des Caraïbes ont participé au Forum des idées. Elles formaient un groupe très divers de personnes influentes et d'experts accomplis dans leur domaine et, pour la plupart, éminentes dans leur secteur : membres du monde universitaire, d'organisations régionales, du secteur privé, d'organisations non gouvernementales, du monde du travail, des services de police et du milieu militaire. À ce groupe s'ajoutait un groupe plus petit de représentants canadiens et d'experts non gouvernementaux, et de représentants d'organismes et de groupes de réflexion régionaux.

#### **Points saillants des discussions**

#### **Thèmes transversaux**

Obéissant à la règle de « Chatham House », les participants ont entamé un vif dialogue pimenté de remarques franches et de discussions de groupe où la sincérité s'est tout de suite imposée.

Un certain nombre de thèmes et de questions complémentaires ont émergé des débats, mettant en exergue des perspectives régionales communes sur les défis et les intérêts plus globaux de la région des Caraïbes. Ces débats ont permis d'illustrer et de confirmer l'opinion conventionnelle selon laquelle la bonne gouvernance, la sécurité et la prospérité sont interreliées et interdépendantes, et qu'il ne faut pas les envisager séparément.

### ***Développer le capital humain***

La question de la pénurie de capital humain, c'est-à-dire de main-d'œuvre qualifiée, a émergé comme l'un des principaux problèmes de la région. Les conséquences de cette pénurie se font peu à peu ressentir dans presque tous les secteurs. En gros, les écoles et les universités ne produisent pas suffisamment de diplômés et de travailleurs qualifiés, ce qui entraîne un manque de compétitivité et d'expertise. Ce problème est exacerbé par les politiques d'immigration mises en œuvre par les pays développés, y compris par le Canada, qui contribuent à l'exode des compétences. La forte pénurie d'hommes cherchant à accéder à une éducation et à une formation supérieures est une question qui a également été jugée particulièrement préoccupante.

### ***Processus d'élaboration des politiques générales : transparence et participation***

Le citoyen moyen de la région ne comprend pas le processus de formulation des politiques générales et, par conséquent, n'y participe pas. On entre ainsi dans un effet de spirale. L'absence de discussions et de débats publics nourrit le cynisme de la population à l'égard des gouvernements, qui ne peuvent donc s'attendre à recevoir un quelconque appui lorsqu'ils doivent prendre des décisions importantes. Ceci a pour conséquence que, par exemple, les citoyens ne comprennent pas le but ou les avantages de l'intégration régionale. Les gouvernements, notamment mais pas uniquement, doivent encourager les échanges publics qui, à long terme, contribueront à l'établissement de consensus.

### ***Dimension nationale et dimension régionale***

De manière générale, les participants reconnaissent que les États doivent préserver leur souveraineté et leur indépendance; néanmoins, ils conviennent également généralement qu'une approche régionale plus globale et que le renforcement des institutions régionales sont des facteurs déterminants pour résoudre les principaux problèmes de la région en matière de gouvernance, de prospérité et de sécurité. Plusieurs participants ont déclaré qu'il y avait une limite à « l'espace commun des Caraïbes » dans la mesure où chaque île a ses propres intérêts. Pourtant, la plupart des habitants des Caraïbes, du moins les anglophones, reconnaissent partager une identité et une culture qui les lient. Le Forum des idées a également permis de cerner des défis tels que la nécessité de surpasser la barrière des langues et d'autres obstacles qui empêchent certains pays des Caraïbes comme Haïti et la République dominicaine de se joindre au groupe.

### ***L'heure de l'optimisme***

De nombreux participants ont fait savoir qu'il est temps d'encourager une culture de l'optimisme qui doit célébrer les événements locaux et régionaux (comme la Coupe du monde de cricket). Raffermer la confiance et l'autonomie peut encourager l'esprit d'entreprise et les échanges publics.

### **Conclusion**

Le Forum des idées Canada-Caraïbes a constitué une nouvelle approche très satisfaisante qui a donné lieu à des débats animés sur les questions qui touchent les Caraïbes. Cet événement a permis de renseigner les représentants du gouvernement du Canada sur les approches susceptibles de contribuer à améliorer et à renforcer son engagement dans les Caraïbes. Il a permis de cerner avec plus de précision les domaines dans lesquels les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile peuvent mener des actions constructives, seuls ou ensemble. Il est important de prévoir un suivi

approfondi des principaux thèmes soulevés durant le forum, auxquels le Canada et d'autres pays peuvent apporter une aide directe.

Le Forum des idées a démontré très concrètement qu'il est fondamental d'organiser des discussions publiques de grande ampleur pour parvenir à des consensus et à un sentiment de mobilisation au sein des pays des Caraïbes. De plus, les participants ont apprécié le fait que les décideurs canadiens se déplacent dans la région, participent et prêtent une oreille attentive aux débats. Ils ont également fait savoir leur souhait de participer à un deuxième Forum des idées l'an prochain. Il est probable que la proposition de l'organiser à Kingston, en Jamaïque, sera retenue.

Sans l'enthousiasme, la persévérance et l'expertise de nombreux participants, le Forum des idées n'aurait pas vu le jour. Il faut louer, en particulier, les efforts du personnel du haut-commissariat du Canada et de la Banque de développement des Caraïbes de Bridgetown, et, bien sûr, remercier les participants qui ont accepté sans hésiter et presque au dernier moment de consacrer une partie de leur temps et de leur énergie à des échanges de vues passionnés sur l'avenir des Caraïbes.

### **Groupe de travail sur la gouvernance : conclusions principales**

#### **Des élections libres et justes sont à la base d'une bonne gouvernance dans la région**

Il faut peut-être établir des normes plus claires concernant la tenue d'élections libres et justes. De manière générale, les pays de la région des Caraïbes ont un système électoral qui fonctionne plutôt bien et qui donne des résultats globalement positifs. Certains points pourraient toutefois être améliorés, notamment les règles de financement des partis et la sécurité.

#### **Réinstaurer la confiance à l'égard du gouvernement et garantir la responsabilisation et la transparence**

Il faut que le système judiciaire, le parlement, le gouvernement et les services publics regagnent la confiance des populations. À cet égard, la question du leadership et de son développement est cruciale dans tous les secteurs. Tout le monde s'est accordé pour dire que beaucoup reste à faire pour améliorer le leadership dans la région. Le groupe a indiqué que la University of West Indies a un rôle important à jouer dans ces efforts, de concert avec d'autres universités de la région des Caraïbes.

#### **Renforcer les processus d'élaboration de politiques et de prise de décisions, au niveau des pays et de la région**

Les décisions doivent reposer davantage sur des recherches, des statistiques et des données régionales, et des éléments probants. Il faut également que les prises de décisions soient plus participatives et impliquent différentes parties prenantes, au niveau des pays comme au niveau de la région.

#### **Renforcer la gouvernance régionale**

Il semble évident qu'il faut renforcer les institutions régionales, leurs capacités et la responsabilisation, ainsi que la prise de décisions collective et la mise en œuvre efficace de ces décisions.

#### **Une fonction publique neutre et indépendante qui inspire confiance**

Ces derniers temps, la fonction publique a eu tendance à se politiser. Il faut revoir le rôle de la Commission de la fonction publique et s'employer à restaurer une fonction publique professionnelle fondée sur le mérite.

### **La sécurité : vaste sujet**

La discussion s'est étendue des sujets de base (p. ex., services bancaires, santé, jeunesse, environnement et prévention des catastrophes) aux sujets plus stratégiques (p. ex., partage du renseignement, transport militaire). Les menaces à la sécurité qu'engendrent le trafic de drogues et l'émergence de la criminalité et de la violence entraînent des tensions importantes dans la région, notamment dans le secteur du tourisme. Vu la quantité importante de Canadiens qui se rendent dans la région, la coopération en matière de sécurité est considérée comme un sujet d'intérêt mutuel.

### **Dimension régionale**

Le thème de la souveraineté nationale a souvent ressurgi puisque force est de constater que les drogues et les catastrophes naturelles ne respectent pas les frontières nationales. À maintes reprises, la réussite de la Coupe du monde de cricket (CWC) a été citée en exemple pour démontrer qu'il était possible d'outrepasser la barrière des juridictions dans un but commun et que les enseignements tirés doivent permettre de dynamiser les efforts de coopération en matière de sécurité régionale. La mise sur pied du centre régional de fusion du renseignement à l'occasion de la CWC et les accords conclus sur les mandats d'arrêt régionaux et les visas ont été cités comme des exemples concluants de coopération régionale. Les participants sont d'avis que les efforts visant à faire fond sur l'expérience concluante de la CWC doivent être menés de concert avec la direction de la sécurité de la CARICOM.

### **Systeme de sécurité régional [Regional Security System (RSS)]**

À maintes reprises, les participants ont vanté les mérites du RSS et sa capacité à étayer et à compléter les efforts de coopération en matière de sécurité dans la région. Certains participants ont indiqué qu'utilisé de concert avec le CIDERA (établissement régional de protection civile), le RSS se prête à merveille aux mesures de secours en cas de catastrophe régionale et qu'il peut servir de mécanisme d'aide à la résolution des problèmes de sécurité, notamment dans les cas de trafic de drogues illicites. Le groupe s'est montré favorable au RSS et à son installation dans d'autres pays de la région. Il semble que la question ait davantage porté sur le moment et la manière de généraliser le RSS dans la région que sur l'éventualité de le faire.

### **Jeunesse**

Au niveau local, le groupe a soulevé de sérieuses préoccupations quant aux problèmes que pose la situation des jeunes, qui représentent l'avenir de la région. Les participants ont indiqué qu'il fallait aborder ces problèmes avant qu'on ne puisse plus les maîtriser en précisant qu'il n'existe actuellement aucun véritable échange entre les jeunes et le gouvernement. Les participants ont reconnu que les jeunes, notamment les hommes, courent le risque de tomber très tôt dans des activités criminelles. Les jeunes ont devant les yeux de moins en moins de modèles d'identification susceptibles de les détourner des activités criminelles; il faudrait donc élaborer des mécanismes et des programmes pour les en détourner. Les participants ont parlé de la possibilité d'élaborer des programmes qui s'adresseraient aux enfants, dès l'âge préscolaire, pour les dissuader de s'engager dans des pratiques criminelles. L'existence de luttes de rivalité entre bandes de jeunes et de groupes criminels qui font leurs proies des jeunes sont des tendances qui posent problème. Pour inverser cette tendance néfaste, les participants ont échangé un certain nombre d'idées concrètes et d'exemples précis de programmes mis en œuvre par des ONG dans des communautés jamaïcaines (p. ex., jeunes et orientations communautaires, liens avec de jeunes Canadiens grâce à leurs séjours et leur travail dans des communautés de la région).

### **Personnes expulsées**

La question des personnes expulsées de retour après de longs séjours dans d'autres pays a été soulevée. La réintégration leur est souvent difficile et elles reprennent fréquemment des activités criminelles, représentant des modèles encore plus néfastes pour les jeunes en danger. Il est indispensable d'avoir des discussions plus poussées avec les pays d'expulsion pour mieux garder la

trace des personnes expulsées. Il faut également absolument créer des programmes d'intégration ou de réintégration pour aider ces personnes à s'installer dans un nouvel environnement.

## Groupe de travail sur la prospérité : conclusions principales

### Planification économique et discipline budgétaire

Il faut faire preuve de plus de transparence. Il faut atteindre un consensus national et adopter une « vision durable du développement économique » (en mobilisant les entreprises, le gouvernement et les organisations de la société civile). Il est également indispensable de concevoir un cadre de développement correctement équilibré; de trouver un juste équilibre entre les réalités de l'économie politique et de faire la distinction entre les mesures d'encouragement visant à attirer les investissements et les concessions afin de ne pas les freiner.

### Formulation de politiques

Les participants ont reconnu la nécessité de promouvoir la participation au processus de formulation des politiques en favorisant la dialogue au détriment de la confrontation. Les objectifs doivent tenir compte de ce qui peut être fait au niveau local et au niveau régional. Nous devons assurer une répartition égale des bénéfices de l'intégration régionale (c.-à-d. aux économies des Caraïbes plus petites et plus vulnérables). Des participants ont également proposé que soient adoptés, par consensus, des standards « élaborés aux Caraïbes » (par opposition à ceux qui proviennent des institutions financières internationales et des donateurs). Par exemple, il est essentiel d'éduquer le grand public à la formulation et aux questions de politiques. Nous devons également redoubler d'efforts pour relier les établissements de recherche nationaux, régionaux et canadiens afin de mettre en commun les meilleures informations et les pratiques exemplaires.

### Investir dans le capital humain

Le groupe a désigné la question de l'investissement dans le capital humain comme un thème fondamental et crucial pour la prospérité et la croissance. Il faut s'attaquer au problème des capacités dans les écoles et les universités, pour que celles-ci réussissent à produire un bassin suffisant de main-d'œuvre qualifiée dotée des capacités recherchées. Le capital humain a une incidence directe sur la productivité. Les participants ont convenu qu'il était nécessaire de promouvoir un système ouvert qui encourage la nouvelle génération à être fière de travailler dans la fonction publique. Il a été dit à plusieurs reprises qu'il était fondamental pour donner de l'essor à la croissance économique que le « gouvernement soit orienté vers le service et qu'il fonctionne bien ».

### Être maître de son destin : célébrer la réussite des Caraïbes

Le groupe a proposé de promouvoir une culture de l'entrepreneuriat et de la prise de risques. Il faut amener le secteur financier à faire preuve de leadership et à relever certains défis; par exemple, savoir répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises (PME). Des campagnes devraient souligner l'importance des placements et de l'épargne, célébrer la réussite et transmettre les leçons tirées.

## Propositions d'orientations politiques

Pour les participants, les gouvernements devraient concentrer leurs efforts et approfondir les recherches et les travaux en priorité sur les thèmes suivants, afin de mieux préparer et documenter les nouvelles orientations politiques :

- **Formation et renforcement des capacités du capital humain** : c'est de loin le défi le plus urgent, essentiel pour dynamiser la croissance, garantir une gestion responsable et efficace des affaires publiques et faire face aux problèmes de sécurité. Il a notamment été proposé de renforcer les capacités et d'élaborer des programmes de formation dans les domaines suivants :

- Veiller à ce que **les établissements d'enseignement** (des écoles de métiers aux universités) puissent produire la qualité et la quantité adéquates de diplômés.
  - Forger des mécanismes qui encouragent **l'instauration d'un véritable dialogue entre le gouvernement et la société civile** pour étendre la participation au processus d'élaboration des politiques générales au-delà des cycles électoraux.
  - Dans le domaine de la sécurité, se concentrer sur les mesures de secours en cas de catastrophe naturelle et sur la cybercriminalité; compiler des bases de données et créer des capacités de lutte contre la contrebande et la traite des personnes, et de partage du renseignement.
  - Financer la lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme, et confier un rôle au Canada et à d'autres pays dans l'appui au Groupe d'action financière antillais (GAFA). Il faudrait également renforcer les capacités de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.
- **Programme de renforcement du leadership** : s'employer à constituer un cadre de professionnels dotés d'une perspective régionale (et non nationale), ce qui permettrait en outre de réaliser des économies d'échelle. Renforcer les efforts de financement et de programmation afin de former des experts/généralistes en mesure d'aider la région à progresser. Cela dit, il faut déployer ces efforts sans perdre de vue qu'une approche universelle – qui risquerait d'aliéner certains pays de la région – ne fonctionnerait pas à cause des degrés divers de développement, de capacités et donc, de besoins. La solution doit donc intégrer une approche différenciée.
  - **Réforme du système judiciaire** : il existe à l'heure actuelle trois systèmes juridiques différents dans la région : Haïti, le Suriname et les pays anglophones. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que dans un contexte de contraintes budgétaires, le milieu judiciaire pourrait également tirer profit de l'adoption d'une approche régionale qui permettrait de recenser les domaines dans lesquels il serait possible de réaliser des économies d'échelle. Cette solution serait notamment avantageuse pour les juridictions plus petites qui doivent absolument mettre en place (et d'un point de vue régional, recopier) les cadres juridiques et les institutions nécessaires à l'existence de « gouvernements qui produisent des résultats » et à l'ouverture d'économies concurrentielles.
  - **Identité et intégration des Caraïbes** : qui sommes-nous en tant que peuple? La réponse diffère d'un pays à l'autre; tous les pays de la région ne partagent pas le même sens de l'identité. Incorporer Haïti et le Suriname eux efforts d'intégration des Caraïbes fait inévitablement ressortir des problèmes linguistiques et culturels supplémentaires.
  - **Créer un forum du renseignement** pour relier et instaurer la confiance entre les milieux du renseignement des Caraïbes et les pays alliés (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, etc.). Un forum des leçons tirées de la Coupe du monde de cricket pourrait être un moyen de réunir les parties et de faciliter la transmission de pratiques exemplaires qui seraient utiles à d'autres initiatives de coopération régionale.
  - **Mobiliser les jeunes** : appliquer les enseignements tirés des projets menés avec succès en Jamaïque (p. ex., déjudiciarisation des jeunes, services de police communautaires) pour régler la nécessité cruciale de détourner les jeunes de la criminalité. Donner l'occasion à de jeunes étrangers de travailler avec des jeunes dans les Caraïbes.
  - **Régimes d'imposition** : veiller à ce que la législation fiscale dans les pays sources d'investissement n'aille pas à l'encontre des avancées dont a bénéficié le secteur financier dans les Caraïbes et ne dissuade pas les sociétés étrangères.
  - **Promouvoir** l'intégration des efforts visant à harmoniser la réglementation dans le secteur bancaire et dans le secteur financier dans les Caraïbes. « L'encadrement » des pays qui ont l'expérience de la réglementation multi-juridictionnelle pourrait être utile.

- **Promouvoir et défendre les intérêts propres aux PME** (politique et mise en œuvre).
- Encourager **une culture de l'entrepreneuriat**, éventuellement par des partenariats public-privé.

### Précisions sur l'organisation de l'événement et les participants

Le premier jour, la discussion plénière de 90 minutes a efficacement servi à planter le décor; les participants ont pris connaissance des trois objectifs clés de la Stratégie du Canada pour les Amériques : prospérité, sécurité et gouvernance démocratique. Au début de la discussion, les coprésidents ont détaillé les objectifs et les attentes liés au Forum et ils ont rapidement donné le ton [Traduction] : « Restons humbles quant aux objectifs que nous nous sommes fixés pour ce Forum des idées; le but n'est pas de remettre une prescription aux gouvernements et de leur ordonner d'agir; cet événement est plutôt l'occasion d'engager une discussion approfondie destinée à enrichir le discours public qui peut être retranscrite en politique générale; employons-nous à déterminer deux ou trois points d'action réalisables. »

Le deuxième jour, les participants ont été répartis en trois groupes de travail, afin qu'ils puissent engager plus facilement des discussions interactives. Chaque groupe était dirigé par un animateur. Le D<sup>r</sup> Carla Barnett (économiste-conseil, ancienne secrétaire financière du Belize) animait le groupe sur la prospérité. M. Kelvin Dalrymple (économiste-pays en chef à la BDC) animait le groupe sur la sécurité. Le D<sup>r</sup> Deryck Brown (directeur adjoint, gouvernance et développement, secrétariat du Commonwealth) animait le groupe sur la gouvernance. Au bout de deux heures de discussion (qui ont évidemment passé trop vite), les groupes se sont réunis en séance plénière et les animateurs ont fait un compte rendu aux coprésidents des réunions en petits groupes.

Les participants avaient été sélectionnés en fonction de critères bien précis : sexe, représentation géographique (en tenant compte aussi du poids démographique relatif des pays dans les Caraïbes) et domaines d'expertise. La liste des participants a été constituée à partir de suggestions diverses, données par les missions canadiennes de la région, les institutions financières internationales (IFI) telles que le FMI, les banques de développement régionales (comme la BID et la BDC) et un réseau de centres de réflexion et d'observateurs d'affaires des Caraïbes.

Les participants ont pu présenter rapidement leur profil et exprimer un point de vue personnel sur le Forum des idées. Ils ont ensuite écouté l'allocution du premier ministre Stephen Harper qui a explicitement fait référence au Forum des idées (voir le lien : <http://www.pm.gc.ca/eng/media.asp?id=1770>). Après ce discours, les coprésidents et les animateurs du forum se sont entretenus avec le premier ministre et lui ont fait part des résultats des discussions. Une photo de groupe a été prise. Le Forum des idées s'est conclu par une réception donnée à bord du NCSM Fredericton, qui a effectué une visite de Bridgetown.